



**TERRES AUSTRALES
ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES**

**Décision n° 2018-60 du 9 février 2018
délivrante une autorisation de pêche n° 48/2018-E au navire *MALOYA* pour les zones
économiques exclusives françaises des îles Europa, Bassas da India, Juan de Nova et Glorieuses**

La préfète, administratrice supérieure des Terres australes et antarctiques françaises, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le Code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n° 55-1052 du 6 août 1955 modifiée portant statut des Terres australes et antarctiques françaises et de l'île de Clipperton ;

Vu le décret n° 2008-919 du 11 septembre 2010 portant organisation administrative des Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu l'arrêté n° 2010-151 du 9 décembre 2010 portant interdiction de la pêche dans les eaux territoriales des îles Bassas da India, Europa, Juan de Nova, Glorieuses et dans les 10 milles marins autour du banc du Geyser (district des îles Éparses) ;

Vu l'arrêté n° 2018-09 du 6 février 2018 encadrant l'exercice de la pêche aux thons et autres poissons pélagiques dans les zones économiques exclusives des îles Éparses (Glorieuses, Juan de Nova, Bassas da India, Europa, Tromelin) ;

Vu l'arrêté 2018-12 du 7 février 2018 fixant le montant des droits assis sur les quantités pêchées de thons pendant la campagne de pêche 2018 dans les zones économiques exclusives françaises de Europa, Bassas da India, Juan de Nova et Glorieuses pour les navires battant pavillon d'un État étranger ;

Vu l'arrêté n° 2018-13 du 7 février 2018 fixant le montant de la redevance annuelle de surveillance et d'observation de la pêche dans les zones économiques exclusives des îles Glorieuses, Juan de Nova, Bassas da India et Europa ;

Vu la décision n° 2018-24 du 9 février 2018 délivrant une autorisation de pêche n° 12/2018-E au navire *MORN SESELWA* pour les zones économiques exclusives françaises des îles Europa, Bassas da India, Juan de Nova et Glorieuses ;

Vu la décision n° 2018-23 du 9 février 2018 délivrant une autorisation de pêche n° 11/2018-E au navire *MORNE BLANC* pour les zones économiques exclusives françaises des îles Europa, Bassas da India, Juan de Nova et Glorieuses ;

Vu l'avis du ministre chargé de la pêche maritime du 31 janvier 2018, du ministre chargé des affaires étrangères du 18 janvier 2018 et du ministre chargé de l'outre-mer du 15 janvier 2018 ;

Vu la demande de l'armateur du 8 janvier 2018 ;

Sur proposition de la secrétaire générale,

Décide :

Art. 1^{er} : Le navire dont les caractéristiques sont précisées ci-dessous est autorisé à pêcher, en dehors de la mer territoriale, dans les zones économiques exclusives françaises de Europa, Bassas da India, Juan de Nova et Glorieuses, pour la campagne de pêche 2018 :

Nom du navire : *MALOYA*
Pavillon : Seychellois
Numéro et port d'immatriculation : 50244 PORT VICTORIA
Numéro OMI : 9128518
Marques extérieures d'identification : 50244 / S7IU
Balise satellite : VLINK KANNAD 9175
Propriétaire : TUNA FISHING COMPANY LTD
Armateur : TUNA FISHING COMPANY LTD, représentée par IOSMS
Tonnage (GT) : 366
Longueur HT (m) : 33.6
Puissance (kw) : 800

Moyens de communication :

- indicatif d'appel radio : S7IU
- téléphone : 00 870 773 922 989 / 00 870 773 922 990
- fax : non équipé
- courriel : maloya@maloya.oceanbox.net

Espèces ciblées : thon

Méthode de pêche : bateau d'appui

Art. 2 : Le navire est tenu d'embarquer à son bord un observateur de pêche sur demande du préfet administrateur supérieur des TAAF, conformément aux dispositions de l'arrêté n° 2018-09 du 6 février 2018 susvisé. Les mouvements des observateurs en dehors des ports français sont à la charge de l'armateur du navire.

Art. 3 : Le navire d'appui est affecté pour la campagne 2018 aux navires de pêche suivants : *MORN SESELWA, MORNE BLANC.*

Art. 4 : La secrétaire générale des Terres australes et antarctiques françaises, chef du district des îles Éparses, est chargée de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* des Terres australes et antarctiques françaises et notifiée à l'intéressé.

La préfète, administratrice supérieure des
Terres australes et antarctiques françaises



Cécile POZZO di BORGO